Les subsides

Ce programme se fonde sur des objectifs et des calendriers établis par des gestionnaires, et la parité se réalisera dans le cadre de pratiques de financement et de recrutement, de programmes de formation, de la sélection des équipes de film et des procédures, ainsi que d'un appui continu du Studio D et du Studio F.

Bien que l'ONF ait appliqué un programme volontaire d'égalité des chances, le programme obligatoire d'équité en matière d'emploi a été créé pour remédier aux inégalités qui ont persisté à l'ONF et dans l'industrie du film en général.

Le président de l'Office national du film a récemment déclaré au comité permanent des communications et de la culture de la Chambre des communes que:

En dépit des progrès enregistrés et des succès obtenus, il nous est de plus en plus difficile d'apporter l'appui matériel et financier nécessaire à un développement plus dynamique de trois secteurs de production spécifiques et vitaux pour l'équilibre socioculturel de la cinématographie canadienne, soit la production de films par les femmes, la production de films en région et la production de longs métrages de fiction dérivés d'autres modèles.

Autrement dit, une coupure du budget de l'Office national du film se traduirait vraisemblablement par des restrictions à la réalisation de films par des femmes, et je doute que ce soit une perspective que la députée de Broadview—Greenwood souhaite voir se réaliser.

Plutôt que d'acquiescer à la motion de la députée visant à diminuer de 100 000 \$ les crédits de l'ONF, je propose que la Chambre réaffirme son appui à cette excellente institution canadienne. Je propose notamment que nous réaffirmions notre appui aux efforts constants de l'Office pour assurer la participation la plus vaste possible des femmes à l'une des industries culturelles les plus importantes du Canada.

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de formuler quelques observations au sujet de cette motion de ma collègue, la députée de Broadview-Greenwood (Mme McDonald). Selon moi, il est important que les députés comprennent ce qui se passe aujourd'hui.

Les députés ont porté de nombreuses accusations dans les meilleures intentions du monde, à mon avis. Quelques-uns ont prétendu que les néo-démocrates voulaient réduire l'aide fédérale à l'Office national du film. Rien n'est moins vrai. Rien ne pourrait être plus illogique par rapport à ce que les néo-démocrates défendent depuis toujours.

• (1600)

Depuis des décennies, nous profitons de toutes les occasions possibles pour reconnaître la valeur de l'Office national du film et le rôle stratégique qu'il joue pour ce qui est de rassembler les Canadiens, de nous rendre fiers de notre culture et de notre patrimoine et de reconnaître les réalisations passées d'éminents Canadiens. Nous souhaiterions que le budget de l'Office national du film soit augmenté. C'est pourquoi nous sommes si outrés lorsque nous constatons tout à coup, dans les prévisions budgétaires dont nous sommes saisis, que le gouvernement n'a pas procédé aux augmentations marquées que tous les Canadiens réclamaient. Une fois de plus, en fait, quand on considère le taux d'inflation, l'Office a subi les coupes sombres du ministère des Finances.

Précisons pour une fois notre véritable position. Nous souhaitons une augmentation marquée du budget de l'Office, dans tous les domaines. Je voudrais m'attarder sur un domaine en particulier, et c'est celui dont la députée de Broadview-Greenwood a parlé et qui est la raison d'être de ce vote. La députée s'inquiétait d'un secteur essentiel de l'Office, le Studio D, qui s'occupe particulièrement de la production de films, de vidéos et d'autres formes de communications et qui représente les préoccupations des femmes et met en valeur leurs talents dans des productions cinématographiques et dans tout un éventail d'autres domaines essentiels. La députée de Broadview— Greenwood a soulevé cette question du Studio D au comité. Elle a posé toutes sortes de questions au président de l'Office national du film pour savoir ce qu'allait devenir, d'après lui, le financement de ce secteur de l'ONF. Il a déclaré qu'il avait pour objectif d'augmenter le budget du Studio D et d'accroître le montant consacré à la production de films par les femmes à l'ONF, en disant qu'il s'agirait d'une hausse très sensible.

Mme Mailly: Elle l'a été.

M. Riis: C'était en 1985. Je regarde les prévisions budgétaires dont nous sommes saisis aujourd'hui. Les prévisions pour la production des femmes en 1985-1986 totalisaient 2 551 000 \$.

Mme Mailly: Ce n'est pas pour le Studio D.

M. Riis: Quand j'ai consulté les prévisions budgétaires pour 1987-1988, j'ai constaté que les crédits n'avaient pas augmenté, mais qu'ils étaient tombés à 2 184 000 \$, le chiffre pour la mise en marché accusant lui aussi une baisse.

Mme Mailly: Vous ne consultez pas le bon document.

M. Riis: J'entends des députés conservateurs gênés dire que je ne consulte pas le bon document.

Mme Mailly: Je ne suis pas gênée.

M. Riis: Je lis les prévisions budgétaires, puisque nous en discutons. Nous tenons un débat sur ce crédit. Si les députés d'en face ont une petite cagnotte secrète à leur disposition, elle devrait figurer dans les prévisions budgétaires. C'est ce que nous lisons aujourd'hui.